

Attentats : manifestation à Paris et à Quimper, ce qu'il faut demander à Hollande

écrit par Christine Tasin | 27 juin 2015



Oui, certains, comme l'avait fait Valls en janvier, osent dire qu'il va falloir s'habituer aux attentats, qu'il n'y a rien à faire (le député des Français de l'étranger Alain Marsaud, sur RTL hier soir). Sans doute que Marsaud se sent suffisamment à l'abri par son statut et ses revenus de député, qui lui assurent une vie plus paisible, plus sécurisée qu'à la plupart de nos concitoyens. Sans doute que cet ancien magistrat, chef du Service central de lutte antiterroriste au Parquet de Paris dans les années 1980, a évolué... Est-ce que sa position géographique, puisqu'il est député d'une zone qui couvre les pays du Golfe, du Sud de l'Afrique et de l'Océan indien joue un rôle dans son positionnement ? Vous pouvez toujours lui demander des explications :

amarsaud@assembleenationale.fr

Dans l'attente, montrer à nos politiques que le peuple exige d'être protégé, exige que ceux que nous avons élus fassent leur travail et cessent de nous mettre en danger, c'est la moindre des choses, non ?

Parce que, enfin, si la France dénonçait Schengen et refusait tous les migrants qui se précipitent aux portes de l'Europe, comme le fait l'Australie, on ne craindrait plus que les terroristes présents sur notre sol, ce qui fait déjà pas mal de monde...

Parce que, enfin, si les Ex-renseignements généraux avaient les moyens nécessaires et ne recevaient pas l'ordre de cesser toute surveillance comme cela a été le cas à partir de 2008 pour Yassin Salhi, qui n'a même pas été surveillé à nouveau depuis 2014 malgré les [rapports inquiétants](#)

a été pris en compte par la DGSI l'année dernière après la rédaction de deux notes d'information des services d'informations générales du département du Doubs en 2013 et en 2014. Dans ces documents, les policiers soulignaient l'action de Yassin Sahli et de deux de ses amis classés comme "musulmans durs" qui souhaitaient créer un institut musulman à Besançon.

La deuxième note, datée de mai 2014, faisait référence aux signes de radicalisation de Salhi après des signalements de son voisinage à Besançon. Les policiers soulignaient ses "absences régulières et pour des périodes longues estimées à 2 ou 3 mois sans qu'il soit possible de dire où il se rend". Salhi organisait, lorsqu'il était à Besançon, des réunions à son domicile dans le quartier sensible de la Planoise avec d'autres hommes parfois vêtus de treillis militaires et dont les conversations parfois menées sur le palier de l'appartement faisait référence au jihad et au Mali.

La note faisait aussi état d'un "brutal" changement de Yassin Salhi qui avait perdu beaucoup de poids et s'était rasé la barbe. Cette note inquiétante a entraîné la prise en compte de Salhi par la DGSI. Mais un an après cette alerte, Salhi ne faisait pas l'objet d'une vraie surveillance renforcée.

Le commentaire d'un de ses anciens collègues devrait interpellé tous nos politiques :

C'était quelqu'un de mystérieux, mais quelqu'un de très calme à la fois. Quand on parlait avec lui il répondait avec gentillesse. C'était un faux loup, c'était un loup déguisé en agneau.

C'est la technique des Frères musulmans, organisation dont dépend l'UOIF. C'est la technique des terroristes dormants installés en France tels que les a décrits Samuel Laurent dans *Al Qaïda en France*.

C'est une raison suffisante pour qu'il y ait méfiance à l'égard de tous ceux qui se revendiquent musulmans (tout le monde les connaît, grâce à leurs vêtements, leur nourriture, leurs pratiques de la prière et du ramadan, tous les sites sensibles doivent leur être interdits, ils doivent être fouillés avant d'entrer sur leurs lieux de travail... aussi pénible que cela soit pour les nés musulmans qui ne sont plus en fait que de culture musulmane, n'ont jamais lu le coran et ne feraient pas de mal à une mouche... Mais ils comprendraient, j'en suis sûre, que cet excès de précaution pendant quelques mois permettrait et de déjouer les attentats et de supprimer la méfiance qui s'installe partout et va se développer, forcément, à leur encontre. Cela permettrait de distinguer le bon grain de l'ivraie. Le principe de précaution, en temps de guerre, ce n'est pas un vain mot. C'est la condition sine qua non pour gouverner et empêcher, autant que faire se peut, des souffrances et des injustices terribles, celles touchant dans leur chair, dans leur vie, dans leur famille les futures victimes des attentats. A côté de cela, que les musulmans aient à montrer patte blanche dans les endroits à risque, c'est fort peu de chose et j'imagine que la plupart d'entre eux trouveraient cela normal, eux aussi n'ayant pas envie de voir les leurs disparaître dans un attentat terroriste.

Il nous faut donc peser pour que le gouvernement prenne des mesures drastiques et difficiles qui aillent aux antipodes de celles prises depuis le 7 janvier, consistant à faciliter encore visas algériens, installation de migrants en France, et

protection par principe de l'islam.

L'islam doit être mis en cause, parce qu'il est à la base de tout. Et une commission parlementaire doit être nommée qui examine la compatibilité entre cette doctrine, ce système, et les lois de la République française.

Pour cela, il est clair qu'un autre gouvernement doit être nommé, parce que Valls et Cazeneuve non seulement ne sont pas efficaces, mais trahissent les intérêts de la France et des Français.

C'est ce que nous demanderons en manifestant mardi prochain à 18 heures **place de la Bourse à Paris**, à l'appel de *Riposte laïque* et *Résistance républicaine* et sur le **parvis de la Cathédrale Saint-Corentin à Quimper** à l'appel de *Résistance républicaine Finistère*.

Et vous ? Vous n'organisez rien ? Vous ne prévoyez rien ?

Christine Tassin